Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 160
Janvier 2025

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Bonne année 2025 ?

Le peuple palestinien souffre encore le martyr à Gaza. Les Ukrainiens sont lassés d'une guerre imposée par Poutine et qui s'éternise avec son lot d'atrocités. Le Soudan est dévasté et les femmes sont violées continuellement, le viol étant une arme de guerre des plus dévastatrices. Les talibans mènent une guerre effroyable aux femmes qui n'ont plus aucun droit même celui de regarder par une fenêtre. Privées du droit à l'éducation, chassées du marché du travail, privées du droit de chanter en public, de lire à voix haute…le régime taliban table cependant sur une normalisation de la situation faite aux femmes. Une guerre impitoyable est donc menée contre les femmes par des enturbannés frustrés et arriérés. Les Kurdes s'attendent au pire avec la Turquie et ses supplétifs islamistes. La Syrie à peine libérée du joug de la famille Assad se méfie des nouveaux maîtres passés par Al Qaïda et craint des représailles. Une attaque à la voiture-bélier a fait au moins 15 morts à la Nouvelle-Orléans dans la nuit du réveillon. Trump, ce sale type, s'apprête à gouverner et prendre des décisions réactionnaires. Il veut forer, forer et encore forer, ce qui ne laisse aucun doute sur son climato-scepticisme. En Géorgie, la répression bat son plein contre l'opposition. Le gouvernement Bayrou, en France, s'englue dans la crise politique. Mayotte est dévastée. Macron, le Rastignac amiénois, se prend toujours pour le roi, au centre de l'échiquier politique. 45% des retraités touchent moins de 1200 euros par mois et certains politiciens les font passer pour des nantis. Bon nombre d'étudiants vivent dans la misère et les restaurants du cœur ne désemplissent pas. Le capitalisme nous conduit tout droit à la catastrophe sociale et écologique. Triste réalité que la nôtre en ce début 2025.

L'anarchisme a-t-il encore de l'avenir dans ces conditions ? Car nous constatons les dégâts mais nous n'avons que peu de prises sur le massacre des Gazaouis par exemple. Nettoyage ethnique, bombardements incessants sur les hôpitaux, les écoles qui n'existent quasiment plus…Le gouvernement israélien bénéficie de la complaisance des Etats-Unis, de l'Europe et de certains pays arabes. Israël pratique alors un terrorisme d'Etat décomplexé. Il nous reste la dénonciation de tels actes et nous indiquons qu'une terre pour deux peuples demeure la solution la meilleure. Que le fonctionnement politique initié au Rojava pourrait être une solution pour le Moyen-Orient.

Les anarchistes sont à contresens de ce qui émerge depuis un siècle déjà : un étatisme croissant et des régimes autoritaires voire totalitaires de plus en plus nombreux.

Pourtant, le projet anarchiste qui demeure la fin de la domination et de l'exploitation, l'égalité économique et sociale, une planète habitable pour tous et toutes… est le seul à tenir compte de la personne humaine, bien oubliée dans le régime capitaliste et qui compte trop peu dans le marxisme-léninisme.

Les anarchistes maintiennent un intérêt profond pour les questions sociales. C'est pour cela que de temps à autre, l'anarchisme bondit et rebondit. La Révolution espagnole a été écrasée en 1939 mais l'increvable anarchisme s'est relevé et de belles flambées libertaires maintinrent la flamme de l'idéal : marches anglaises contre la bombe atomique dans la première moitié des années soixante, les provos d'Amsterdam dès 1965, puis Mai 1968 en France. La renaissance de la CNT en 1978, jusqu'aux journées

de Venise en 1984 et en 2024, en passant par Seattle et Occupy Wall Street. Et on en passe. Les fronts de lutte se diversifient et la pensée anarchiste essaime. De nouvelles formulations se font jour et la pensée libertaire est un mouvement qui déplace les vagues sans jamais renier les plus lointaines qui aident, par leur élan continu, à arriver au rivage. Refus des leaders, action directe, rejet de toute domination donc des hiérarchies, refus de parvenir et des pratiques de pouvoir…tout cela se retrouve dans les combats menés dans différents pays. L'anarchisme de fait plutôt que de revendication. Tomas Ibanez résume fort bien le continuum anarchiste : celui-ci n'a jamais cessé d'évoluer pour relever les défis des pouvoirs et pour mettre en pratique l'insoumission volontaire et l'éthique de la révolte permanente. Focalisé sur le présent, l'anarchisme contemporain privilégie la résistance et proclame la primauté des pratiques. En clair, il faut construire en positif des alternatives libertaires au sein de la réalité existante. Et c'est la lutte contre toute forme de domination qui caractérise le plus profondément l'anarchisme contemporain. Des alternatives libertaires, c'est tout ce nous souhaitons pour 2025 et les années suivantes, avec bien entendu la fin de tous les conflits dans le monde.

Patoche (GLJD)

Solidarité avec le Rojava contre les islamistes

Nous ne pouvons que nous réjouir de la chute de Bachar al-Assad, l'assassin et le tortionnaire du peuple, en Syrie. Pour autant, les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis. Les médias ont beau nous présenté le nouveau pouvoir à Damas comme étant des islamistes modérés, pour nous autres libertaires, un islamiste reste un islamiste et la première des choses pour qu'un peuple soit libre, c'est de se débarrasser des religieux quels qu'ils soient. On a vu les talibans se présenter comme plus ouverts juste après le départ des Américains et aujourd'hui, les femmes n'ont plus aucun droit. Toute religion est liberticide et nous verrons à terme les factions islamistes de Damas s'entre déchirer pour obtenir le pouvoir. En Afghanistan, les talibans ne sont plus à l'abri d'attentats de plus extrémistes qu'eux. Il en sera de même en Syrie à moins que les révolutionnaires syriens ne se débarrassent des islamistes, surtout ceux qui servent la cause d'Erdogan et de l'Etat islamique. Notre camp est tout choisi, c'est celui du Rojava. Malheureusement, les drones et avions turcs bombardent cette région kurde administrée par les FDS. Nous sommes inquiets car la Turquie et ses supplétifs de l'ANS préparent une offensive sur la ville de Kobané. L'ANS, armée par Ankarra, s'apprête à passer à l'offensive. Le nouveau pouvoir islamiste de Damas a déclaré de même qu'il n'y aura pas d'entités fédérales, et que la région que contrôlent actuellement les FDS sera intégrée à la nouvelle administration du pays. En clair, si un cessez-le feu n'arrive pas dans les meilleurs délais, les Kurdes seront pris en étau et se feront massacrer. Sans compter le risque de libération des djihadistes incarcérés au Rojava qui pourraient s'enfuir et renforcer les groupes paramilitaires islamistes voire revenir en Europe commettre d'autres attentats au nom d'Allah et de leur prophète.

Le 19 décembre dernier, des milliers de Kurdes syriens ont manifesté à Qamishli dans le nord-est de la Syrie, en soutien aux FDS. Les Kurdes veulent vivre en paix et obtenir des droits dans la nouvelle Constitution qui devrait voir le jour bientôt. Les FDS appellent les habitants de Kobané à résister les armes à la main contre les forces islamiques à la solde d'Erdogan. C'est l'autonomie du Rojava qui est en jeu et un modèle de société qui ne peut que déplaire aux islamistes.

Les anarchistes ne changent pas !

« Ils veulent Dieu et ils veulent l'humanité. Ils s'obstinent à mettre ensemble deux termes qui, une fois séparés, ne peuvent plus se rencontrer que pour s'entre-détruire. Ils disent d'une seule haleine : Dieu et la liberté de l'homme, Dieu et la dignité, la justice, l'égalité, la fraternité, la prospérité des hommes, sans se soucier de la logique fatale, en vertu de laquelle, si Dieu existe, il est nécessairement le maître éternel, suprême, absolu et, si ce maître existe, l'homme est esclave ; or, s'il est esclave, il n'y a ni justice, ni égalité, ni fraternité, ni prospérités possibles. Ils auront beau, contrairement au bon sens et à toutes les expériences de l'histoire, se représenter leur Dieu animé de plus tendre amour pour la liberté humaine : un maître, quoiqu'il fasse et quelque libéral qu'il veuille se montrer, n'en reste pas moins toujours un maître.

Son existence implique nécessairement l'esclavage de tout ce qui se trouve au-dessous de lui. Donc, si Dieu existait, il n'y aurait pour lui qu'un seul moyen de servir la liberté humaine : ce serait de cesser d'exister.

Amoureux et jaloux de la liberté humaine et la considérant comme la condition absolue de tout ce que nous adorons et respectons dans l'humanité, je retourne la phrase de Voltaire, et je dis que, si Dieu existait, il faudrait l'abolir.

Bakounine (1871)

Solidarité avec les antifascistes

Aucun militant antifasciste ne doit être extradé en Hon-

grie suite aux échauffourées s'étant déroulées le 11 février 2023, jour où les néonazis paradent traditionnellement à Budapest pour célébrer la mémoire des SS et collabos locaux. Ce 11 février, c'est ce que les fascistes appellent le « Jour de l'honneur ». Les antifascistes et notamment les anarchistes ont raison de manifester contre les néonazis. On voit bien de quel côté se situe Orban, proche de Poutine, qui d'une part laisse les néonazis manifester en ville et d'autre part lance des mandats d'arrêts européens contre leurs opposants. Il en fut ainsi d'Ilaria Salis, enseignante italienne, emprisonnée dans les geôles de Budapest mais libérée depuis. La justice italienne a refusé l'extradition de notre jeune compagnon Gabriele Marchesi. Budapest a aussi demandé à la France l'extradition de l'antifasciste albanais Rehino Abazaj dit Gino : réponse le 15 janvier 2025. Cet antifasciste risque 16 années de prison s'il est extradé. Nous devons nous opposer à cette extradition. Il serait curieux que la France extrade un antifa alors que l'Italie de Méloni a refusé de le faire pour l'anarchiste Marchesi.

Toute l'Europe doit refuser d'extrader les antifascistes qui affrontent les néonazis. Les européens, ont-ils la mémoire si courte qu'ils ne se souviennent des atrocités commises par les nazis ?

Coupable d'exister : Réflexions sur la liberté et l'identité.

Il y a deux ans, ce poème naissait de mon indignation et de ma révolte. Aujourd'hui, il résonne encore plus intensément, car les chaînes qui m'entourent et nous entourent, loin de se briser, semblent s'alourdir. Ce cri de l'âme, écrit dans un moment de tension et de résistance, est devenu intemporel, non par choix, mais par la persistance de l'injustice qu'il dénonce.

Je suis coupable. Non pour mes actes, mais pour ce que je suis. Coupable parce que je refuse d'être une ombre dans un monde qui exige l'effacement. Coupable d'exister pleinement, de ne pas plier face à une machine qui broie l'individu, nie la diversité et impose le silence.

Ils disent que je suis coupable d'être Kabyle. Mais en vérité, ils me jugent pour avoir embrassé ma singularité, pour avoir revendiqué mon droit d'aimer ma langue, ma culture, et mes montagnes. Ils m'accusent parce que je refuse de m'effacer dans l'uniformité d'une nation fictive, construite sur des illusions et maintenue par la force.

Coupable, disent-ils, parce que je clame ma liberté. Une liberté non négociable, viscérale, enracinée dans l'idée même de ce que signifie être humain. Je suis coupable de penser par moi-même, d'aimer par moi-même, de croire ou de ne pas croire, d'affirmer que la foi imposée est la mort de l'esprit, que l'idéologie arabo-islamiste n'est qu'une cage dorée où l'âme s'étiole.

Mais n'est-ce pas là le paradoxe de la liberté ? Elle existe seulement lorsqu'elle dérange. Si mes idées ne heurtaient pas, elles ne seraient pas libres. On m'accuse parce que je refuse de céder à la peur, parce que je persiste à dénoncer l'injustice, à tendre la main à mes frères et sœurs incarcérés pour avoir rêvé, eux aussi, d'une Kabylie libre.

Ils voudraient que je plie, que je renonce, que j'accepte leur sentence : l'assimilation. Mais renoncer, c'est mourir avant l'heure. Je préfère être jugé coupable mille fois que de trahir mon essence une seule fois.

En vérité, leur accusation est ma plus grande victoire. Car être coupable dans leur monde, c'est être vivant dans le mien. Leur verdict ne m'enferme pas, il me libère. Il affirme que mes idées existent, qu'elles les inquiètent, qu'elles résistent.

Je suis coupable de dire non à la disparition, oui à la renaissance. Coupable de refuser l'oubli, de défendre ma kabylité, de croire qu'un jour viendra où cette culpabilité sera reconnue pour ce qu'elle est : un honneur.

Ils me jugent pour ma liberté, mais ils ne savent pas qu'en le faisant, ils forgent la chaîne invisible qui les lie à leur propre peur. Moi, je suis libre. Et cette liberté, même enfermée, même condamnée, est plus grande que leurs murs et leurs jugements.

Car la liberté n'est pas un droit que l'on accorde, c'est un feu que l'on porte. Et ce feu, ils ne pourront jamais l'éteindre.

Ahcène Azem
Le 12/01/2025.

Décès de Jean-Marie Le Pen

Nous n'allons pas nous attarder sur ce que fut ce fasciste notoire. Partisan de la torture pendant la guerre d'Algérie, les camps d'extermination pour les Juifs étant un détail de l'histoire, et son racisme consubstantiel de sa pensée nationaliste. La plupart des politiciens diront qu'ils n'étaient pas d'accord avec lui mais que c'était un personnage politique incontournable depuis que Stirbois avait mis la main sur la mairie de Dreux. Il aura légué à sa fille un beau magot et lui aura tracé la voie vers la présidentielle. Nous autres libertaires, nous boirons une mousse pour fêter l'événement.

Nous avons dit à maintes reprises que tant que le patronat préférait l'ordre actuel pour engranger ses profits, le fascisme resterait à la porte du pouvoir. Mais les temps changent et de nombreux patrons à l'instar de Bolloré, le milliardaire Pierre-Edouard Stérin etc., sentent que l'extrême-droite pourrait bien servir leurs intérêts. Si l'on regarde ce qu'il se passe dans le monde, on s'aperçoit que la tendance est à l'extrême-droitisation. La dernière preuve en date, c'est l'extrême-droite aux portes de la chancellerie en Autriche. N'oublions pas que le FPO a été fondé par d'anciens nazis.

On constate que de nombreux milliardaires de l'industrie technologique ont versé des millions de dollars afin d'aider Trump à devenir à nouveau président des Etats-Unis. Nous verrons quels avantages ils comptent en tirer mais pas besoin d'être grand clerc pour savoir qu'ils vont obtenir de larges gains car ce sont des hommes d'affaires.

Macron, en France, a dénoncé pour une fois à juste titre, l'ingérence d'Elon Musk dans la politique européenne. Il concurrence ainsi Poutine. Elon Musk, non seulement dénigre Olaf Scholz et les travaillistes au pouvoir en Grande-Bretagne mais il compte promouvoir et financer les extrêmes droites allemande et anglaise. Musk s'attaque principalement aux sociaux-démocrates en désinformant ou torturant l'information. Financer des fascistes n'est pas anodin d'autant que l'homme le plus riche du monde spécule sur la crypto-monnaie et engrange encore des fonds qu'il peut reverser aux illibéraux ou aux fascistes. Méloni entretient d'excellents rapports avec Musk, ce qui en dit long sur leur complicité. Mais à force de jongler avec des milliards pour aider ceux qui deviendront leurs obligés, les géants de la Big Tech, Musk en tête, pourraient bien compromettre leurs alliés. En France, Sarkozy s'englue dans le financement lybien…D'autres pourraient suivre à terme. Les valises de petites coupures sont de plus en plus voyantes.

Ces milliardaires américains escomptent tirer un maximum d'avantages et de richesses de l'élection de Trump. Leur idéologie toxique va accroître la pauvreté des classes populaires et moyennes. L'économie américaine étant basée sur une économie d'exportations d'armement, la Big Tech va tenter de truster les contrats des marchés publics et militaires. Alors qu'ils avaient déjà accumulé des fortunes inestimables sur ces marchés. Mais l'appât du gain est toujours plus fort et ils veulent (volent) tout. Ils voudront la dérèglementation pour n'avoir plus aucune barrière les empêchant de tout empocher.

Depuis longtemps, les riches sont faiseurs de rois lors des élections qui ne sont réservées au final qu'à des politiciens eux-mêmes milliardaires aux Etats-Unis ou possédant de bonnes fortunes en France ou en Europe. La finance n'a pas d'ennemis dans la politique, nous l'avons vu avec François Hollande. Les allers- retours entre postes ministériels au gouvernement et la haute finance en sont la preuve.

Yanis Varoufakis, ancien ministre grec des finances de Tsipras, nous met en garde sur le nouveau pouvoir des maîtres de la Tech : « Aujourd'hui, il existe un superpouvoir, une arme ultime que la « broligarchie » possède et que ses prédécesseurs n'avaient pas : « le capital cloud ». Composé de machines en réseau, de serveurs, de stations cellulaires, de logiciels, d'algorithmes pilotés par l'I.A., il ne vit pas dans les nuages mais bien sur terre. » Et de mettre en garde contre la modification des comportements humains que ces changements impliquent. Big brother n'a pas fini de nous surprendre et de capter notre attention pour mieux diriger nos désirs. Mais si nos désirs étaient la révolution anarchiste afin de contrarier tous les plans de nos apprentis dictateurs ? Aux quatre coins du monde, les anarchistes agissent et combattent les sentiments patriotiques et identitaires de nombre de personnes, sentiments qui prennent de plus en plus d'ampleur, malheureusement, de nos jours et un peu partout sur la planète. Nous sommes face au monde de la Tech qui s'organise de manière inhumaine et nous affirmons notre désir individuel de vérité et d'entraide. Face à la nouvelle hérésie morale, le socialisme libertaire ne peut se contenter de l'état actuel des choses.

Ty Wi (GLJD)

Anarchistes électionnistes

Etant donné qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir aucune autorité qui donne ou enlève le droit de se dire anarchiste, nous sommes bien forcés, de temps en temps, de noter l'apparition de quelque converti au parlementarisme qui continue, au moins pendant un certain temps, de se déclarer anarchiste.

Nous ne trouvons rien de mal, ni de déshonorant, à changer d'opinion, quand le changement est motivé par de nouvelles et sincères convictions et non par l'intérêt personnel ; nous voudrions cependant que l'on dise franchement ce que l'on est devenu et ce que l'on a cessé d'être, pour éviter les discussions inutiles. Mais peut-être cela n'est-il pas possible, parce que celui qui change d'idées ne sait généralement pas, au début, où il va atterrir. Du reste, ce qui nous arrive, arrive, dans une proportion plutôt plus grande, à tous les mouvements politiques et sociaux. Les socialistes, par exemple, ont dû subir les socialistes exploiteurs et des politiciens de toute espèce qui se disaient socialistes ; et les républicains sont également contraints aujourd'hui à supporter que certains, vendus au parti dominant, usurpent le nom même de mazziniens.

Heureusement l'équivoque ne peut durer longtemps. Bien vite la logique des idées et le besoin de l'action poussent les prétendus anarchistes à renoncer spontanément à leur nom et à se mettre à la place qui leur revient. Les anarchistes électionnistes, qui se sont montrés en plusieurs occasions, ont tous plus ou moins rapidement abandonné l'anarchisme, tout comme les anarchistes dictatoriaux ou bolchevisants sont devenus rapidement des bolcheviks sérieux, qui se sont mis au service du Gouvernement russe et de ses délégués.

Le phénomène s'est reproduit en France, à l'occasion des élections de ces derniers jours. Le prétexte est l'amnistie. Des milliers de victimes gisent dans les prisons et dans les bagnes ; un gouvernement de gauche les amnistierait ; c'est le devoir de tous les révolutionnaires, de tous les hommes de cœur, de faire ce qu'ils peuvent pour que des urnes sortent les noms des hommes politiques dont on attend qu'ils donnent l'amnistie. Voilà la tendance qui prédomine dans le raisonnement des convertis.

Que les camarades français soient attentifs.

En Italie, il y eut une agitation en faveur de Cipriani, prisonnier, qui servit de prétexte à Andrea Costa pour entraîner les anarchistes romagnols aux urnes et à commencer ainsi à faire dégénérer le mouvement révolutionnaire créé par la Première Internationale et à finir par réduire le socialisme à un moyen pour amuser les masses et à assurer la tranquillité de la monarchie et de la bourgeoisie.

Mais en vérité les Français n'ont pas besoin d'aller chercher des exemples en Italie, puisqu'ils en ont de très éloquents dans leur histoire.

En France, comme dans tous les pays latins, le socialisme a débuté, sinon par l'anarchisme, du moins comme antiparlementaire ; et la littérature révolutionnaire française de la première décade après la Commune abonde en pages éloquentes dues, entre autres, à la plume de Guesde et de Brousse, contre le mensonge du suffrage universel et la comédie électorale et parlementaire.

Donc, comme Costa en Italie, les Guesde, les Massard, les Deville, et plus tard Brousse en personne, furent pris par la fringale du pouvoir et peut-être aussi par le désir de concilier le renom de révolutionnaire avec la vie sereine et les petits et grands avantages que s'attire celui qui rentre dans la vie politique officielle, même en tant qu'opposant. Et alors toute une manœuvre a commencé pour changer la direction du mouvement et faire que les camarades acceptent la tactique électorale. La note sentimentale servit également beaucoup à ce moment : on voulait l'amnistie pour les Communards, il fallait libérer le vieux Blanqui qui se mourait en prison… et avec une centaine de prétextes, une centaine d'expédients pour vaincre la répugnance qu'eux-mêmes, les transfuges, avaient contribué à faire naître chez les travailleurs contre l'électionnisme et qui, en outre, était alimentée par le souvenir encore vif du plébiscite napoléonien et des massacres perpétrés en juin 1848 et en mai 1871 à cause de la volonté des assemblées issues du suffrage universel. On disait qu'il fallait voter pour se compter, mais que l'on voterait pour les inéligibles, pour les condamnés ou pour les femmes ou pour les morts ; d'autres proposèrent de voter en blanc ou avec un slogan révolutionnaire ; d'autres voulaient que les candidats laissent aux mains des comités électoraux des lettres de démission au cas où ils seraient élus… Et puis, quand le fruit fut mûr, c'est-à-dire quand les gens furent persuadés d'aller voter, on voulut être candidat et député sérieusement : on laissa les condamnés pourrir en prison, on renia l'antiparlementarisme, on jeta la peste sur l'anarchisme ; et Guesde, après cent palinodies, finit comme ministre du gouvernement de l'« Union sacrée », Deville devint ambassadeur de la République bourgeoise et Massard, je crois, quelque chose de pire encore.

Nous ne voulons pas mettre en doute, préalablement, la bonne foi des nouveaux convertis, d'autant plus que, parmi eux, il y en a plus d'un avec qui nous avons des liens d'amitié personnels. En général, ces évolutions – ou involutions, si l'on veut – commencent toujours dans la bonne foi, et puis la logique pousse, l'amour-propre s'y mêle, l'ambiance vainc… et l'on devient ce qu'auparavant on répugnait.

Peut-être, dans cette circonstance, n'y aura-t-il rien de ce que nous craignons, parce que les néo-convertis sont fort peu, et bien faible est la probabilité qu'ils trouvent de grandes adhésions dans le camp anarchiste, et ces camarades ou ex-camarades réfléchiront mieux ou reconnaîtront leur erreur. Le nouveau gouvernement qui sera installé en France après le triomphe électoral du bloc de gauche les aidera à se persuader qu'il y a bien peu de différences entre lui et le gouvernement précédent, car il ne fera rien de bon – pas même l'amnistie – si la masse ne l'impose pas par son agitation. Nous chercherons, de notre point de vue, à les aider à trouver la raison par une observation qui, du reste, ne devrait pas être nouvelle pour celui qui a déjà accepté la tactique anarchiste.

Il est inutile de venir nous dire, comme le font ces bons amis, qu'un peu de liberté vaut mieux que la tyrannie brutale sans limite et sans frein, qu'un horaire de travail raisonnable, un salaire qui permette de vivre un peu mieux que les bêtes, la protection des femmes et des enfants, sont préférables à une exploitation du travail humain jusqu'à l'épuisement complet du travailleur, que l'école d'État, pour mauvaise qu'elle soit, est toujours meilleure du point de vue du développement moral de l'enfant, que celle dirigée par les prêtres ou les frères… Nous en convenons volontiers ; et nous convenons également qu'il y peut y avoir des circonstances dans lesquelles le résultat des élections dans un État ou dans une commune peut avoir des conséquences bonnes ou mauvaises et que ce résultat pourrait être déterminé par le vote des anarchistes si les forces des partis en présence étaient presque égales.

Généralement il s'agit là d'une illusion ; les élections, quand elles sont passablement libres, n'ont que la valeur d'un symbole : elles indiquent l'état de l'opinion publique, opinion qui ne serait imposée par des moyens plus efficaces et avec des résultats plus grands si l'échappatoire que constituent les élections ne lui avait pas été présentée. Mais cela n'importe pas : même si certains petits progrès étaient la conséquence directe d'une victoire électorale, les anarchistes ne devraient pas aller aux urnes ni cesser de prêcher leur méthode de lutte.

Puisqu'il n'est pas possible de faire tout dans le monde, il faut choisir sa propre ligne de conduite.

Il y a toujours une certaine contradiction entre les petites améliorations, la satisfaction des besoins immédiats, et le combat pour une société vraiment meilleure que celle qui existe.

Celui qui veut se consacrer à faire construire des urinoirs et des fontaines où il en faut, qui veut se dépenser pour obtenir la construction d'une rue ou l'institution d'une école municipale, ou tout autre petite loi de protection du travail, ou la destitution d'un policier brutal, peut-être fait bien de se servir de son bulletin électoral en promettant son vote à tel ou tel personnage puissant. Mais alors – puisque l'on veut être « pratique », il faut l'être jusqu'au bout, alors plutôt que d'attendre le triomphe du parti d'opposition, mieux vaut voter pour le parti le plus proche, faire la cour au parti dominant, servir le gouvernement existant, se faire l'agent du préfet ou du maire en exercice. Et, en fait, le néo-converti dont nous parlons ne se proposait pas de voter pour le parti le plus avancé, mais pour celui qui avait la plus grande probabilité d'être élu : le bloc de gauche.

Mais alors, où va-t-on en arriver ?

Les anarchistes ont certainement commis mille erreurs, ont dit une centaine d'absurdités, mais ils sont toujours restés purs et ils demeurent le parti révolutionnaire par excellence, le parti de l'avenir, parce qu'ils ont su résister à la sirène électorale.

Il serait vraiment impardonnable de se faire attirer dans le tourbillon au moment où s'approche rapidement notre heure.

Malatesta (Pensiero e Volontà, 15-05-1924)

Articles politiques – Errico Malatesta – 10-18

Vente d'armes : la honte française

La France a exporté pour « plus de 18 milliards d'euros » l'année dernière, faisant de 2024 « la deuxième meilleure année de notre histoire », dixit fièrement début janvier 2025 le ministre des Armées Sébastien Lecornu. Sur ce total, « près de 10 milliards concernent des plateformes-phares comme les Rafale et les sous-marins », a-t-il indiqué.

Dans un communiqué du 2 décembre 2024, le Sipri donne les informations suivantes :

Les plus grands producteurs d'armement voient leur chiffre d'affaires dopé par les guerres et les tensions régionales (Stockholm, 2 décembre 2024) – Les 100 plus grandes entreprises d'armement ont vendu pour environ 632 milliards de dollars d'armes et de services à caractère militaire en 2023, soit une augmentation en termes réels de 4,2 % par rapport à 2022, selon les nouvelles données publiées aujourd'hui par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et disponibles sur www.sipri.org. L'augmentation du chiffre d'affaires a été observée dans toutes les régions, avec des hausses particuliè-

rement marquées pour les entreprises basées en Russie et au Moyen-Orient. Par ailleurs, des entreprises ne figurant pas dans le haut du classement ont été plus prompts à répondre aux nouvelles demandes liées aux guerres à Gaza et en Ukraine, aux tensions grandissantes en Asie de l'Est et aux programmes de réarmement ailleurs dans le monde. Les 100 plus grandes entreprises d'armement augmentent leur production et renforcent leurs effectifs. En 2023, de nombreuses entreprises d'armement ont augmenté leur production en réponse à la forte demande.

Le total du chiffre d'affaires des 100 plus grandes entreprises d'armement a rebondi après une baisse en 2022. Près des trois quarts des entreprises ont augmenté leur chiffre d'affaires d'une année sur l'autre. Il convient de noter que la plupart des entreprises ayant connu cette augmentation se situent dans la moitié inférieure du Top 100. « Les chiffres d'affaires ont connu une hausse marquée en 2023, et cette tendance devrait se poursuivre en 2024 », souligne Lorenzo Scarazzato, chercheur au programme Dépenses militaires et production d'armes du Sipri. « Les chiffres d'affaires des 100 plus grandes entreprises d'armement d'armes ne reflètent pas pleinement l'ampleur de la demande, et de nombreuses entreprises ont lancé des campagnes de recrutement, ce qui laisse penser qu'elles sont optimistes quant au volume des ventes à venir. »

Les guerres et tensions régionales dopent donc les ventes des grands fournisseurs d'armes, ce n'est pas une surprise pour nous. Pour que l'industrie de l'armement progresse et fasse de gros profits, il faut des guerres pour écouler sur les marchés guerriers les armes produites. Il faut parallèlement que les médias aux mains des marchands de canon entretiennent la peur dans les populations. On doit être capables de se défendre, voire attaquer si on juge que les intérêts vitaux de certains pays sont en jeu… Les ventes des principaux fournisseurs d'armes ont été stimulées en 2024 par les guerres en Ukraine et à Gaza et les tensions en Asie. La Chine veut récupérer Taïwan qu'elle considère comme faisant partie de son territoire, l'Australie et le Japon se réarment etc. On pourrait y ajouter la guerre au Soudan, les guerres en Afrique, en Syrie etc. Que de débouchés pour les producteurs d'armes. Et en plus, les équipementiers possèdent des terrains d'essais grandeur nature sur les champs de bataille. Les pauvres trouffions servent de cobaye pour les lobbies guerriers et surtout de chair à canon.

En ce qui concerne la France, ce sont les avions de combat Rafale qui dopent les ventes. De véritables bijoux qui génèrent moult profits. Vendus à 12 exemplaires fin août à la Serbie tandis que l'Indonésie a formalisé en janvier la dernière tranche de 18 appareils sur les 42 commandés deux ans plus tôt, les Rafales sont en haut de l'affiche des fleurons de l'armée française. Naval Group a de son côté officialisé le 30 septembre 2024 la vente aux Pays-Bas de quatre sous-marins Barracuda. Encore quelques milliards qui viennent s'ajouter aux ventes de Rafale. En 2022, la France avait vendu 80 avions Rafale aux Émirats arabes unis pour un peu plus de 16 milliards d'euros. C'est dire qu'année après année, les ventes d'armes se portent bien et la France est devenu le deuxième exportateur d'armes au monde après les Etats-Unis.

De gauche comme de droite, les politiciens nous affirment la main sur le cœur que la production d'armes, c'est bon pour l'emploi et que ça permet de diminuer le déficit de notre balance commerciale. Et que notre souveraineté nationale est préservée etc. Comme si on ne pouvait pas créer de l'emploi socialement utile en France. Et pourquoi ne pas produire en France ce que l'on est obligé d'acheter, parfois très cher, à des pays tiers d'où un déficit chronique de notre balance commerciale.

Le monde marche sur la tête et se prépare à la troisième guerre mondiale. Les dépenses militaires mondiales ont connu en 2023 leur plus forte augmentation en une décennie, atteignant 2.400 milliards de dollars en raison des conflits en cours, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri).

« L'année 2025 s'annonce comme une excellente année, qui débute de manière prometteuse avec la vente de 14 hélicoptères Caracal en Irak « , a également confirmé le ministre des armées français. Et il souhaite pour 2025 « une nouvelle année record », citant les principaux équipements de l'industrie française de défense, des frégates de défense et d'intervention aux systèmes anti-aériens SAMP/T de nouvelle génération. Un beau programme pour ceux qui vivent du commerce de la mort.

Mais qu'est-ce que c'est que ce modèle économique basé sur les guerres actuelles et celles à venir. On dit que les pacifistes font l'autruche car les autres s'arment et qu'il faut en faire autant, mais ce sont les partisans de la guerre qui nous font avancer la tête dans le mur. Les anarchistes ne s'inquiètent pas pour les futurs planqués de l'arrière mais pour les travailleurs qui une fois incorporés seront en première ligne. Sans compter les civils qui paient systématiquement un lourd tribut lors des guerres.

Tous les fonds employés pour leurs lois de programmation militaire sont autant d'argent non disponible pour les services publics, l'aide à l'agriculture biologique, la lutte contre le réchauffement climatique…Nous exigeons un modèle économique équitable pour le bonheur de tous et toutes. Car l'émancipation totale et le bonheur de l'individu sont les vrais buts de la révolution sociale et de la société nouvelle que nous voulons.

Patoche (GLJD)

Anarchistes, encore révolutionnaires

Le Pen est mort et nous n'allons pas pleurer. Le problème, c'est que durant plusieurs décennies, ce fasciste a réussi à distiller son venin et au travers des reportages que nous avons pu suivre suite à son décès, nous pouvons constater l'étendue des dégâts. Que des politiciens de droite comme d'extrême-droite lui aient rendu hommage, il n'y a rien d'étonnant à cela. Depuis des années, une certaine porosité existait entre la droite et l'extrême-droite. Et Jean-Marie Le Pen avait raison quand il disait que les gens préféraient l'original à la copie. Mais que de pauvres bougres aient pu dire que J.M. Le Pen était un visionnaire, un précurseur à propos des dangers de l'immigration ; qu'il avait prédit l'invasion de la France par des immigrés et que ces derniers représentaient un problème de sécurité…On désespère parfois du genre humain. Certes, les médias ont trié sur le volet les témoignages qui allaient dans le sens de reportage proposé, mais quand même.

Que Le Pen ait défendu l'usage de la torture en Algérie, qu'il ait tenu des propos antisémites et des jeux de mots du même tonneau (Durafour crématoire, et dire d'un chanteur juif « on va en faire une fournée…), qu'il ait obtenu un héritage dans des conditions pour le moins troubles, qu'il ait tenu des propos homophobes, qu'il ait été un parfait cynique…cela n'a pas eu l'air de modifier l'opinion de ceux et celles qui ne voient que par l'immigration. Ses références à Pétain voire au national-socialisme n'ont pas terni son image sauf pour les militants de gauche et les anarchistes. Cela nous fait penser à Trump, un sale type qui affirmait qu'on prenait les femmes par la chatte, qui sort aujourd'hui des saillies fascisantes, qui provoque à qui mieux mieux et qui au final se trouve réélu. Le Trump est condamné ; il a aussi provoqué l'assaut du Capitole mais qu'importe, il vient d'être élu haut la main. Et depuis, il revendique, sans écarter l'usage de la force, le Canada, le Groenland, Panama…des propos outranciers, impérialistes et orduriers. C'est cela l'Amérique, « la plus grande démocratie du monde ». Cette dernière avait jadis assassiné Sacco et Vanzetti et auparavant des militants syndicalistes des IWW. Que va-t-elle faire demain ?

Les gens ont la mémoire courte. Et plus on est un enfoiré, quelqu'un de peu fréquentable, mieux c'est en politique. C'est la nouvelle morale. On calomnie, on utilise les réseaux sociaux pour ventiler de fausses informations. La Big Tech marche main dans la main avec les autocrates et leur sert la soupe. Elle passe les plats en échange d'une dérégulation de textes et d'amendes qui les pénalisent. Les Elon Musk et les Zuckerberg, les Bezos et les Cook, tous unis pour se faire encore davantage de fric quitte à fabriquer de toutes pièces un monde autoritaire où les libertés seront remisées au placard.

Nous vous proposons un texte de Malatesta, écrit il y a cent ans. Parce nous autres libertaires, nous n'avons pas l'intention de nous taire. Nous avons toujours l'objectif de faire la révolution, de lutter contre les dominations et l'exploitation du genre humain. Nous voulons encore la liberté pleine et entière, l'égalité économique et sociale. Et nous faisons nôtres les propos tenus par Malatesta car ils demeurent immuables : « Notre vieux programme se trouve ainsi confirmé une fois de plus puisqu'il proclame que l'émancipation morale, l'émancipation politique, l'émancipation économique, sont indissolubles et qu'il est nécessaire de placer les masses dans des conditions matérielles qui leur permettent de développer leurs besoins d'idéal. Il faut lutter pour l'émancipation totale et, en attendant et en préparant le jour où elle sera possible, il faut arracher au gouvernement et aux capitalistes toutes les améliorations d'ordre politique et économique qui peuvent rendre moins difficiles pour nous les conditions de la lutte et augmenter le nombre de ceux qui luttent consciemment. Il faut donc les arracher par des moyens qui n'impliquent pas la reconnaissance de l'ordre actuel et qui préparent la voie à l'avenir. »

Goulago (GLJD)

Idéalisme et matérialisme

Il a été mille fois constaté qu'avant d'atteindre la vérité, ou cette part de vérité relative qu'il peut atteindre selon les différents moments de son développement intellectuel et social, l'homme tombe généralement dans les erreurs les plus diverses en ne voyant les choses que sous un angle ou sous un autre et en passant pour ainsi dire d'un extrême à l'autre. C'est un phénomène de ce genre, et qui intéresse au plus haut point toute la vie sociale contemporaine, que je veux examiner ici.

Il y a quelques années, tout le monde était « matérialiste ». Au nom d'une « science » qui, en définitive, érigeait en dogmes les principes généraux tirés de connaissances positives par trop incomplètes, on prétendait expliquer toute la psychologie humaine et toute l'Histoire tourmentée de l'humanité par de simples besoins matériels élémentaires. Le « facteur économique » expliquait tout : le passé, le présent et l'avenir. Toutes les manifestations de la pensée et du sentiment, toutes les vicissitudes de l'existence, l'amour et la haine, les passions bonnes et mauvaises, la condition de la femme, l'ambition, la jalousie, l'orgueil de race, les rapports de toute sorte entre individus et entre peuples, la guerre et la paix, la soumission ou la révolte des masses, les différentes formes de la famille et de la société, les régimes politiques, la religion, la morale, la littérature, l'art, la science… tout n'était qu'une simple consé-

quence du mode de production et de distribution de la richesse et de l'instrument de travail prédominant selon les époques. Et ceux qui avaient une conception plus large et moins simpliste de la nature humaine et de l'Histoire étaient considérés comme des arriérés, totalement ignares sur le plan de la « science », aussi bien dans le camp des conservateurs que dans celui des révolutionnaires.

Cette façon de voir avait naturellement une influence sur la conduite pratique des partis et tendait à faire sacrifier tout idéal plus noble aux intérêts matériels et aux questions économiques, souvent d'une importance très minime.

Aujourd'hui, la mode a changé. Aujourd'hui, tout le monde est « idéaliste » : chacun affecte de mépriser le « ventre » et traite l'homme comme si c'était un pur esprit pour qui manger, s'habiller, satisfaire ses besoins physiologiques sont des choses négligeables auxquelles on ne doit pas prêter attention sous peine de décadence morale.

Je ne vais pas ici m'occuper de ces sinistres bouffons pour qui l'«idéalisme » n'est qu'hypocrisie et instrument de duperie : le capitaliste qui prêche aux ouvriers le sens du devoir et l'esprit de sacrifi ce pour pouvoir réduire les salaires et augmenter son propre bénéfice sans rencontrer de résistance ; le « patriote » qui, tout enflammé par l'amour de la patrie et de l'esprit national, dévore sa patrie, et celle des autres s'il le peut ; le militaire qui, pour la gloire et l'honneur du drapeau, exploite les vaincus, les opprime et les écrase.

Je parle pour ceux qui sont sincères, et spécialement pour ceux de nos compagnons qui, dégoûtés, ont tendance à abandonner toute préoccupation et toute lutte d'ordre économique et à limiter, ou à élever si l'on veut, toute notre activité au domaine de l'éducation et de la lutte proprement révolutionnaires. Dégoûtés, parce qu'ils ont constaté que la lutte pour les améliorations d'ordre économique avait fini par absorber toute l'énergie des organisations ouvrières au point d'étouffer toute potentialité révolutionnaire ; et parce qu'ils constatent que trop de prolétaires se laissent docilement arracher la moindre trace de liberté et embrassent, même si c'est à contrecœur, le bâton qui les persécute, dans le vain espoir d'obtenir un travail assuré et une bonne paye.

Ces compagnons disent que le problème principal, le besoin fondamental, c'est la liberté ; et la liberté ne se conquiert et ne se garde qu'au prix de luttes pénibles et de sacrifices cruels. Il faut donc que les révolutionnaires n'accordent pas d'importance aux petites questions d'amélioration d'ordre économique, qu'ils combattent l'égoïsme prévalant dans les masses, qu'ils propagent l'esprit de sacrifice et qu'au lieu de promettre le paradis sur terre, ils insufflent aux foules le saint orgueil de souffrir pour une noble cause.

Tout à fait d'accord, mais il ne faut pas non plus exagérer.

La conquête essentielle est sans aucun doute la liberté, la liberté pleine et entière, parce qu'elle est la consécration de la dignité humaine et le seul moyen qui puisse et doive résoudre les problèmes sociaux à l'avantage de tous. Mais la liberté n'est qu'un mot creux si elle ne s'accompagne pas de la puissance, c'est-à-dire des moyens d'exercer librement l'activité désirée. La maxime selon laquelle « qui est pauvre est esclave » est toujours vraie, et tout aussi vraie cette autre « celui qui est esclave est pauvre ou le devient, et perd tout ce qui fait vraiment l'être humain ».

Répondre aux besoins matériels, satisfaire aux exigences de la vie végétative, ce sont là certes des choses d'ordre inférieur et peut-être méprisables mais qui sont la base nécessaire de toute vie supérieure, morale et intellectuelle. L'homme est animé de milliers de motivations de nature diverse, qui déterminent le cours de l'Histoire ; mais… il faut manger. « Vivre d'abord, et ensuite philosopher ».

Un morceau de toile, un peu d'huile et un peu de terre colorée, c'est là bien peu de choses pour notre sens esthétique en face d'un tableau de Raphaël ; mais sans ces choses matérielles et relativement sans valeur, Raphaël n'aurait pas pu réaliser son rêve de beauté.

Je soupçonne fort les « idéalistes » d'être tous des gens qui ont de quoi manger tous les jours et l'assurance raisonnable de pouvoir manger le lendemain ; et il est naturel qu'il en soit ainsi parce que, pour pouvoir penser, pour pouvoir aspirer à des choses plus élevées, un certain minimum de bien-être matériel, si limité soit-il, est indispensable. Il y a eu et il y a des hommes qui se sont élevés aux plus hauts sommets du sacrifice et du martyre, qui ont affronté sereinement la faim et la torture et qui continuent à lutter pour leurs idées, héroïquement, dans les plus terribles souffrances ; mais ce sont des hommes qui se sont développés dans des conditions relativement favorables et qui ont pu accumuler une somme d'énergie latente qui agit ensuite, quand le besoin s'en fait sentir. En règle générale, du moins.

Depuis des années et des années, je suis en contact avec des organisations ouvrières, des groupes révolutionnaires, des sociétés éducatives, et j'ai toujours constaté que les plus actifs, les plus dévoués étaient ceux qui se trouvaient dans les conditions les moins mauvaises et qui étaient poussés moins par leurs propres besoins que par leur désir de contribuer à une œuvre bonne et de se sentir ennoblis par un idéal. Ceux qui sembleraient être le plus directement et immédiatement intéressés à ce que les choses changent, ceux qui sont vraiment pauvres et les plus pauvres, ceux-là n'y sont pas ou en sont les éléments passifs. Je me rappelle combien la propagande était difficile et stérile dans certaines régions d'Italie il y a trente ou quarante ans, quand les travailleurs agricoles et une

bonne partie des ouvriers des villes vivaient dans des conditions véritablement animales, que je voudrais croire définitivement dépassées, encore qu'on ait quelques raisons aujourd'hui de craindre leur retour. Et j'ai vu aussi des mouvements populaires provoqués par la faim se calmer d'un coup devant une « soupe populaire » et devant la distribution de quelques sous.

De tout cela je déduis qu'avant tout, c'est l'idée qui doit animer la volonté, mais qu'il y faut certaines conditions pour que l'idée puisse naître et agir.

Notre vieux programme se trouve ainsi confirmé une fois de plus puisqu'il proclame que l'émancipation morale, l'émancipation politique, l'émancipation économique, sont indissolubles et qu'il est nécessaire de placer les masses dans des conditions matérielles qui leur permettent de développer leurs besoins d'idéal.

Il faut lutter pour l'émancipation totale et, en attendant et en préparant le jour où elle sera possible, il faut arracher au gouvernement et aux capitalistes toutes les améliorations d'ordre politique et économique qui peuvent rendre moins difficiles pour nous les conditions de la lutte et augmenter le nombre de ceux qui luttent consciemment. Il faut donc les arracher par des moyens qui n'impliquent pas la reconnaissance de l'ordre actuel et qui préparent la voie à l'avenir.

Il faut propager le sens du devoir et l'esprit de sacrifice : mais toujours se rappeler que la meilleure des propagandes, c'est l'exemple, et qu'on peut difficilement exiger des autres ce qu'on ne fait pas soi-même.

Errico Malatesta (Pensiero e Volontà, 1-1-1924)

Biens communs pour les anarchistes

Les biens communs sont des ressources autogérées par les communautés qui en ont besoin et les utilisent. Les biens communs sont gérés par le dialogue, la délibération et la prise de décision collective, ainsi que par l'entraide pour répondre aux besoins. La mise en commun fait référence au processus de développement de biens communs. Les biens communs peuvent inclure des terres, des voies navigables, des champs, des usines, des ateliers, des instruments/outils, des logements, des installations de loisirs, des infrastructures générales, des infrastructures diverses, des fruits de reproduction, des mélanges de tout ce qui précède, et bien plus encore. Des biens communs prospères offrent aux communautés et aux participants des moyens partagés d'existence, de production et de participation politique, ainsi qu'un accès à leurs fruits de manière à répondre aux besoins de tous.

Les biens communs ont été attaqués au cours des derniers milliers d'années à cause des hiérarchies et de la société de classes, ainsi que du capitalisme au cours des derniers siècles. Le capitalisme s'est développé à travers de multiples facteurs, notamment la privatisation continue des biens communs imposée par la violence d'État (Federici, 2018). Malgré cette violence systémique, des bastions continuent d'exister grâce aux personnes qui développent de nouveaux biens communs durables dans le but de répondre à leurs besoins et à ceux des autres, ainsi qu'aux personnes qui résistent à la domination et à l'exploitation (Federici, 2018). Les biens communs ne sont pas seulement attaqués par de multiples formes de hiérarchie interconnectées (domination institutionnalisée) telles que le capitalisme, l'État, le patriarcat, le racisme, l'impérialisme, le colonialisme et le nationalisme ; Les biens communs sont également attaqués idéologiquement par une propagande généralisée et des systèmes de croyance qui considèrent les diverses hiérarchies comme bénéfiques ou inévitables.

Les arguments selon lesquels les biens communs conduisent inévitablement à des situations de surexploitation et de ruine collective (la tragédie des biens communs) nient l'histoire des biens communs, tout en supposant que les biens communs trouvent leurs racines dans une acquisition concurrentielle grossière sans les règles, accords et pratiques collectives qui les autorisent à être fonctionnels. Ces hommes de paille des biens communs reflètent les normes des sociétés compétitives et hiérarchisées plutôt que les types de coopération organisées pour satisfaire des besoins si cruciaux à leur bon fonctionnement. En réponse aux critiques généralisées à l'égard des biens communs, Elinor Ostrom a démontré empiriquement et théoriquement que les biens communs ont été, sont et peuvent être bien gérés par les participants lorsqu'ils utilisent plusieurs règles et pratiques suffisamment bonnes (Ostrom, 2021). De nombreuses communautés et individus ont évolué et articulé, à leur manière et dans leurs propres mots, des variations de ces principes de conception de base.

Les biens communs et les institutions autonomes qui leur sont associées ont existé dans les sociétés de cueillette de nourriture, les sociétés agricoles, les villages, les villes, les pâtés de maisons, les quartiers, les villes et les sociétés non étatiques à méthodes mixtes (Boehm, 2001, Kropotkine 1902, Bookchin, 2005, Federici 2018, Ostrom, 2021, Graeber et Wengrow, 2023). Une histoire aussi riche démontre que des biens communs bien gérés sont possibles et que des biens communs bien gérés contribuent de manière prévisible à l'épanouissement social et écologique.

Bien qu'Ostrom elle-même examine de nombreux exemples qui sont en harmonie avec ses 8 règles de gestion des biens communs, ainsi qu'une approche non hiérarchique de l'organisation sociale (Ostrom, 2021), d'autres exemples de biens communs examinés utilisent certaines méthodes d'un point de vue anti-hiérarchique. Les biens communs véritablement émancipateurs sont différents des quasi-communs qui produisent des marchandises et/ou sont fermés afin que les roturiers n'aient pas d'accès mutuel (Federici, 2018). Compte tenu des objectifs d'autogestion par tous, de non-domination mutuelle, de bien-être pour tous et d'épanouissement écologique, les principes de conception de base d'Ostrom pourraient être plus cohérents s'ils étaient mélangés aux idées de l'anarchisme.

L'adaptation suivante des règles d'Ostrom pour la gestion des biens communs est basée sur le socialisme/communisme/communisme libertaire, les organisations et les révolutions influencées par le socialisme libertaire qui utilisent des assemblées communautaires liées aux décisions et ressources communes, divers biens communs étudiés par Ostrom, ainsi qu'une histoire élargie de la communauté dans de multiples modes de subsistance : les participants savent qu'ils font partie d'un groupe et de quoi le groupe est responsable (Wilson, 2016).

Accords pour partager et parfois faire tourner le travail et la mise en œuvre des décisions, ainsi que pour partager leurs fruits (Kropotkine, 1906, Sixième Commission de l'EZLN, 2016, Ostrom, 2021, Colectivo Usufructo, 2022). Les gens peuvent co-créer une corne d'abondance (une offre abondante de biens d'un type spécifique) où il y en a plus qu'assez pour tout le monde, ou autrement convenir de manières spécifiques de distribuer les fruits de la production les moins abondants en fonction des besoins.

Prise de décision collective directe par les participants par le biais de la délibération. Pour qu'il y ait autogestion de chacun, il faut aussi qu'il y ait non-domination mutuelle. Par extension, les assemblées communautaires liées aux biens communs doivent utiliser des formes de démocratie directes, participatives et non hiérarchiques (Bookchin, 2005).

Transparence organisationnelle qui permet aux participants de surveiller mutuellement les biens communs (Atkins, Wilson, Hayes, 2019). Cela peut se produire grâce au processus de cogestion et d'interaction avec les biens communs, à l'action collective, à la vie en communauté avec d'autres, à une comptabilité/calcul pertinent si nécessaire et à la disponibilité d'informations pertinentes pour les participants.

Défense progressive contre la domination et l'exploitation telles que : désapprobation sociale informelle, légitime défense et défense des autres si nécessaire, et recours à l'expulsion d'une personne d'un groupe spécifique (par délibération, assemblée et procédure régulière) en réponse aux violations les plus extrêmes des biens communs et libertés des personnes (Boehm, 2001, Ostrom, 2021, Colectivo Usufruit, 2023).

Une résolution des conflits suffisamment bonne, par exemple : des personnes se parlant directement, une médiation pour déterminer comment aller de l'avant, une résolution des conflits pour résoudre les différends, des processus de justice réparatrice et de justice transformatrice permettant aux personnes de réparer les torts et d'en transformer les causes, et le rassemblement de l'ensemble de l'organisation lorsque le conflit concerne la forme et le contenu de l'organisation. (Kaba, 2019, Colectivo Usufruit, 2023).

Les communautés et les participants ont besoin d'une autonomie suffisante pour s'organiser.

Le recours à la cofédération et aux conseils intégrés. Les assemblées communautaires peuvent cogérer les biens communs intercommunautaires de sorte que le pouvoir de formuler des politiques soit détenu directement par les participants et les assemblées (Bookchin, 1992, Ocalan, 2014). Cela permet l'autogestion et l'entraide au sein et entre les communautés, ainsi que la gestion intercommunautaire des biens communs. Les assemblées communautaires peuvent utiliser des conseils mandatés et révocables et des délégués tournants pour mettre en œuvre les décisions dans les limites des politiques élaborées directement par les assemblées communautaires (Bookchin, 1992, 2007, 2018).

Ce qui précède doit être développé, nuancé et judicieusement adapté aux conditions, aux besoins et aux désirs des communautés et des participants. Lorsqu'il existe des institutions et des dispositifs adéquats pour l'action collective, les individus bénéficient de l'épanouissement des biens communs et des contributions mutuelles à ceux-ci, combinant leur intérêt personnel et leur intérêt collectif. Bien que spécifiquement liés à l'économie commune, les principes fondamentaux de conception d'Ostrom et leurs adaptations cohérentes peuvent être utilisés pour réfléchir et développer divers collectifs autogérés avec des pratiques et des objectifs partagés (Wilson, 2016).

L'autogestion de chacun à toutes les échelles nécessite l'épanouissement des biens communs et des assemblées générales qui leur sont liées. Le développement des biens communs dans le contexte d'une société hiérarchique nécessite à la fois la reconstruction de ce type de biens et l'opposition à la domination et à l'exploitation. Ces fonctions peuvent être exercées par le biais d'assemblées communautaires autogérées qui utilisent l'entraide et l'action directe pour répondre aux besoins et résoudre les problèmes sociaux. Ce type d'organisation communautaire peut constituer un élément crucial d'un écosystème de mouvement social plus large qui comprend l'organisation sur le lieu de travail, l'organisation étudiante et au-delà. Outre le fait que les communs et les assemblées générales qui leur sont liées sont nécessaires à la liberté politique et économique de chacun, le développement des communs et la reproduction sociale partagée peuvent répondre aux besoins des organisations de mouvement de leurs participants et la classe non dirigeante, tout en construisant le nouveau monde sur la coquille de l'ancien et en augmentant la capacité des gens à résoudre les problèmes sociaux et à s'opposer aux hiérarchies.

POST-SCRIPT :

Critique supplémentaire d'Ostrom :

Ostrom souhaite que les biens communs s'étendent et augmentent. Cependant, Ostrom considère les biens communs comme un secteur qui devrait exister aux côtés du capitalisme et des États. Ceci se distingue de l'approche anti-domination et anti-exploitation du socialisme libertaire. Bien qu'Ostrom parle de la nécessité d'avoir une autonomie suffisante pour s'auto-organiser, elle n'aborde pas de manière adéquate le développement des biens communs en s'opposant au capitalisme, à l'État et à la hiérarchie en général.

Le militarisme et la guerre

Le militarisme et la guerre conduisent à la torture et aux meurtres systématiques de milliers de civils, à la fuite de milliers de personnes, au déracinement social, au racisme, à la répression et au rejet de la population du pays d'accueil des réfugiés. Ils impliquent la destruction systématique du patrimoine historique et artistique et la destruction des milieux naturels, de la flore et de la faune. Ils entraînent la mort de centaines de milliers de combattants des camps belligérants, pour la plupart des enfants d'ouvriers et des personnes pauvres et disposant de peu de ressources, dont l'entrée dans l'armée leur permet d'échapper à la misère et les transforme en chair à canon.

Le militarisme et la guerre signifient que l'industrie de l'armement profite de l'armement des belligérants. Ils supposent que les entreprises, hommes d'affaires et autres dirigeants dont ils dépendent gagnent des milliards d'euros en fournissant du matériel de guerre aux États belligérants ainsi qu'à d'autres États et alliances militaires. Ils sous-tendent que les lobbies de l'industrie de l'armement dépensent de l'argent pour que le pouvoir politique légifère à leur profit.

Le militarisme et la guerre impliquent de donner la priorité au financement de la recherche et du développement de technologies appliquées à la guerre et à la mort, au détriment d'autres types de recherche scientifique qui pourraient viser à l'éradication des maladies, à l'autogestion énergétique, à la compréhension et à la protection des écosystèmes de la planète, ou à la recherche sociale pour le bénéfice matériel de la société dans son ensemble, etc

Le militarisme et la guerre impliquent que les États augmentent leurs dépenses en armement au détriment des dépenses en matière de protection sociale, de santé et d'éducation. Ils constituent une attaque frontale contre son idée de « l'État providence », ils conduisent à une augmentation de la précarité et à l'incapacité de l'État à couvrir les besoins des personnes. Elles impliquent la privatisation des services de base au profit des lobbies privés de la santé et de l'éducation, et l'augmentation des troubles sociaux qui en résulte. Elles impliquent la restriction des droits et libertés, l'intensification de l'autoritarisme par l'appareil coercitif de l'État (armée et police) et l'exercice de la peur et de la répression.

Le militarisme et la guerre impliquent l'augmentation du prix des produits de base et de l'énergie et donc l'augmentation du coût de la vie. Ils signifient que c'est nous, les travailleurs, qui allons devoir payer plus pour moins, que le pouvoir économique va nous serrer encore plus la ceinture pour ne pas affecter leurs profits, et que les inégalités vont augmenter et s'accentuer. Il s'agit d'attiser la peur du gouffre sans fond de l'exclusion sociale pour nous maintenir, nous, les travailleurs, soumis et silencieux.

Le militarisme et la guerre impliquent la destruction systématique des communautés et des sociétés, ainsi que de leur richesse culturelle et sociale. Il s'agit d'étendre l'hégémonie mondialisante du capitalisme, de voler et de marchandiser les terres et les ressources naturelles de ces communautés, de les forcer à rester déracinées, de faire partie des rouages du capitalisme, à la fois comme main-d'œuvre bon marché et comme chair à canon dans les guerres et les conflits armés.

C'est pourquoi les anarchistes prônent la démilitarisation et la dissolution des armées. Nous croyons en la pratique de la solidarité et du soutien mutuel avec tous ceux qui sont exploités et dépossédés, et en une société horizontale de libre fédération de producteurs et de consommateurs basée sur le travail associé et coopératif. C'est pour cette raison que nous dénoncerons les atrocités causées par les frontières, les États, les puissances économiques et politiques, ainsi que les guerres qui leur profitent tant.

Si tu veux la pais, prépare la paix

Retraités : vaches à lait du patronat et de l'Etat

Patrick Martin, le président du Medef, appelle à la suppression de l'abattement pour frais professionnels dont bénéficient les retraités dans leur déclaration de revenus : "Qu'un retraité bénéficie d'une exonération fiscale pour des frais professionnels", "pour 4 milliards et demi d'euros par an", c'est « contre-nature » et « aberrant ». Le président du Conseil d'orientation des retraites (COR), Gilbert Cette, se dit lui aussi dit favorable à une telle suppression. Copains comme cochons, COR et patrons.

Patrick Martin renchérit contre les retraités et demande à revenir sur le taux réduit de CSG qui s'applique sur les pensions de retraite par rapport à celui sur les salaires et les revenus du patrimoine, de 8.3 % contre 9.2 %.

Ce responsable du patronat préfère taxer les retraités plutôt que les dividendes. La ficelle est toujours aussi grosse mais parfois, plus c'est gros plus ça passe. Historiquement la question sociale n'a jamais été la priorité du patronat. Si ce dernier pouvait faire marcher à quatre pattes les travailleurs, il le ferait. Les retraités dans leur grande majorité ne perçoivent pas des retraites d'un montant mirobolant, loin de là. Le patronat ferait plutôt attention à ce qu'il propose. Il ne faut pas oublier que le retraité est un ancien salarié qui n'exerce plus un emploi contraint mais qui peut avoir de multiples activités très utiles à toute la société. Le poids des retraités est davantage dans ces activités, notamment associatives, plutôt qu'électorales. Si les retraités stoppaient leurs activités, l'Etat qui est à la ramasse sur le plan social aurait bien du mal à justifier une misère encore plus criante que celle qui se voit aujourd'hui. On avoisine les dix millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté, quand même !

Supprimer l'abattement de 10% pour les retraités pourrait donner des idées au gouvernement et être la porte d'entrée pour faire disparaître purement et simplement cet abattement de 10% pour l'ensemble des salariés. Au titre de l'égalité certainement ; on connaît la rhétorique patronale du TPMG (Tout pour ma gueule). De surcroît, quand on s'attaque aux retraités d'aujourd'hui, ce sont les retraités de demain qui sont visés par voie de conséquence. La demande du patronat et des gens friqués, c'est l'abandon progressif de la retraite par répartition pour mieux disposer de sommes capitalisées afin de spéculer. La retraite par capitalisation, c'est le souhait du patronat. Il suffit pour le salarié d'épargner en vue de sa propre retraite et non plus pour payer la pension des retraités. Exit la solidarité et la retraite par répartition. Et que de millions voire de milliards pour des fonds de pension, souvent vautours.

Le Medef manipule l'opinion et nous prend pour des billes.

Contrairement à ce qui est évoqué un peu partout dans les médias, doux relais du patronat, l'abattement de 10% dont bénéficient les retraités n'a pas grand-chose de commun avec la déduction fiscale pour frais professionnels des actifs.

Du point de vue fiscal, un abattement et une déduction n'ont pas le même statut. Ce que le président du Medef se garde bien de dire. Et les médias aussi, dans leur course au cirage de pompes.

Petit point de vocabulaire à destination de ceux qui essaient de nous entourlouper. L'abattement est appliqué de façon systématique alors que le droit à déduction laisse un choix au contribuable : il peut choisir la déduction forfaitaire de 10% ou déduire ses frais réels (frais kilométriques…), soumis à justification.

Et si le taux de réduction pratiqué sur le revenu fiscal de référence est identique, les plafonds sont différents. L'abattement est limité à 4321 euros pour un retraité, la déduction peut atteindre 14171 euros pour un actif. CQFD pour les manipulateurs du patronat.

A l'origine, en 1978, le gouvernement Barre voulait pondérer la fiscalité des retraités. L'abattement spécifique des 10 % sur les pensions et retraites était destiné à alléger la charge fiscale des contribuables titulaires de pensions, retraites ou rentes, et en particulier de ceux qui disposaient de faibles revenus ou moyens. C'était l'époque où on savait que les retraités ne roulaient pas sur l'or.

D'ailleurs aujourd'hui, 45% des retraités vivent avec moins de 1200 euros par mois. La retraite moyenne est de 1470 euros, pas très loin du Smic. Et ce sont des patrons aux profits juteux et au niveau de vie pompeux qui viennent faire la leçon aux retraités. Sans compter que ces mêmes patrons riches à millions saccagent la planète. L'empreinte carbone d'un retraité modeste est certainement bien loin de celle d'un gros patron.

D'autre part, l'abattement de 10% s'applique aussi aux pensions d'invalidité, aux pensions alimentaires, aux rentes en cas de divorce… Sa suppression pour les seuls retraités créerait, à leur détriment, une inégalité au plan fiscal, à moins que le patronat ait envie de faire un prix de gros et supprimer tout ce qui concerne l'abattement des 10% ; ça va en mettre des gens dans la misère. Salauds de pauvres ! Et le Medef ne dit rien sur les complémentaires santé. En effet, les actifs n'assument aujourd'hui qu'une partie de leur complémentaire santé, les retraités la totalité. La suppression de l'abattement entraînerait de ce point de vue une aggravation de l'inégalité entre ac-

tifs et retraités. Mais ça le patronat s'en fout. Ses priorités sont ailleurs : engranger le maximum d'avantages fiscaux et autres dégrèvements de la part de l'Etat ce qui enfle d'autant le déficit des comptes publics et ça il n'en parle pas. Sans compter que les retraités vivent plus longtemps mais pas forcément en bonne santé, d'où des RDV chez le médecin et des séjours à l'hôpital plus souvent que pour les actifs avec à la clef des frais supplémentaires.

Le Medef oublie de dire que sa proposition rendrait imposable un nombre important de retraités qui ne le sont pas aujourd'hui. Certains économistes parlent de 500 000 retraités supplémentaires qui seraient soumis à l'impôt alors que ces retraités vivotent déjà avant impôts. Mais ponctionner un peu plus la misère n'a jamais fait peur aux grands patrons. Aujourd'hui un retraité qui bénéficie d'une pension de 1500 euros ne paie pas d'impôt. Avec la proposition du Medef, il en paierait. C'est vrai que 1500 euros par mois, c'est Byzance !

Alors pour toutes ces raisons, les retraités doivent faire front et dire stop ! Les actifs aussi. Par solidarité de classe d'abord mais aussi par ce qu'ils seront les prochaines victimes du patronat quand ils seront retraités. Un coup de canif dans les retraites d'aujourd'hui, c'est un coup de canif dans les retraites de demain.

C'est tous et toutes ensemble qu'il combattre le patronat et ses propositions iniques.

Patoche (GLJD)

Les dangers de la cocaïne

Le trafic de cocaïne est récurrent depuis plus de cent ans en France et ailleurs. Les anarchistes n'ont pas attendu les politiciens d'aujourd'hui pour s'emparer du sujet. Aujourd'hui Retailleau s'enorgueillit des saisies de cocaïne : « C'est historique », 47 tonnes de cocaïne ont été saisies en France en 2024. « En dix ans, on a un décuplement de la saisine de cocaïne ». Le ministre de l'Intérieur était en visite au Havre le lundi 13 janvier 2025 suite à l'importante saisie de deux tonnes de cocaïne dans le port du Havre. Il venait vanter l'action gouvernementale car la saisie de cocaïne était de 23 tonnes en 2023 ; donc les saisies ont doublé en une année. A noter que la drogue saisie est un produit qui est très pur, et qui pourrait être multiplié par trois ou quatre.

A noter aussi que si les saisies ont doublé, la consommation de cocaïne a elle aussi doublé en un an en France. Plus d'un million de personnes en ont consommé au moins une fois en 2023, selon la dernière étude de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives.

Avant, la consommation de cocaïne était plus ou moins cantonnée aux métiers du spectacle, à la bourgeoisie qui pouvait se payer ce type de drogue. Aujourd'hui pour supporter des cadences très denses ou des conditions de travail très pénibles (métiers de la restauration, marins pêcheurs, ou les emplois très stressants, bref des boulots qui nécessitent performances et rentabilité… L'usage de la cocaïne s'étend à de plus en plus de métiers. Il faut tenir au travail. Et on fait des heures supplémentaires car il faut bien payer les 60 euros le gramme de cocaïne…Mais dans ce cadre, personne ne remet en cause les cadences et les conditions de travail.

La production mondiale n'a jamais été aussi élevée en Colombie, en Bolivie et au Pérou, les trois principaux pays producteurs de cocaïne, avec 2.700 tonnes de cocaïne en 2022 contre 1.134 tonnes en 2010, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. Alors quand ces pays d'Amérique du Sud inondent les marchés américain et européen, la perte de 270 tonnes à l'année, c'est dérisoire pour les trafiquants.

Que disaient nos anciens à propos de la cocaïne ? Tout d'abord que c'était un danger comme l'indique le titre de l'article.

« Le danger de la cocaïne

Une proposition… qui ne sera pas acceptée

IL EXISTE EN FRANCE des lois sévères contre ceux qui prennent ou écoulent de la cocaïne. Et, comme d'habitude, le fléau s'étend et s'intensifie malgré les lois et peut-être à cause d'elles. Il en va ainsi, du reste, de l'Europe et de l'Amérique.

Le docteur Courtois Suffit, de l'Académie de médecine en France, qui avait déjà l'année dernière jeté un cri d'alarme contre le danger de la cocaïne, constate l'échec de la législation pénale, il demande… des lois nouvelles plus sévères.

C'est la vieille erreur des législateurs, bien que l'expérience ait toujours et invariablement démontré que jamais la loi, pour barbare qu'elle soit, n'est en mesure de supprimer un vice ou de décourager le délit.

Plus les peines infligées aux consommateurs et aux vendeurs de cocaïne seront sévères, plus l'attrait du fruit défendu et la recherche du danger encouru augmenteront chez les consommateurs, ainsi que l'appât du gain chez les spéculateurs, déjà énorme et qui sera plus important avec cette loi.

Il est donc inutile de faire confiance aux lois.

Nous proposons un autre remède.

Déclarer que l'utilisation et le commerce de la cocaïne sont libres, et ouvrir des lieux où la cocaïne serait vendue au prix coûtant ou plus bas. Ensuite, faire une vaste propagande pour expliquer aux gens les défauts de la cocaïne et le leur faire voir ; nul ne ferait une contre-propagande parce que personne ne pourrait gagner de l'argent aux dépens des cocaïnomanes.

Évidemment, cela ne ferait pas disparaître complètement l'usage nocif de la cocaïne, car les causes sociales qui créent les malheurs et poussent à l'utilisation des stupéfiants subsisteraient.

Mais, en tout cas, le mal diminuerait, parce que personne ne pourrait faire des bénéfices sur la vente de la drogue et personne ne pourrait spéculer sur la chasse aux spéculateurs.

C'est pourquoi notre proposition ne sera pas prise en considération ou sera considérée comme chimérique et folle.

Mais les gens intelligents et désintéressés pourraient se dire que si les lois pénales se sont montrées impuissantes, pourquoi ne pas essayer, ne serait-ce qu'à titre d'expérience, la méthode anarchiste ?

Umanità Nova, 10 août 1922. Articles politiques de Malatesta »

La nocivité de la cocaïne

Les effets psychiques provoqués par sa consommation donnent au consommateur une sensation d'euphorie, une facilité à communiquer avec les autres et dans le cadre sexuel, une stimulation sexuelle…Mais en contrepartie la cocaïne diminue la capacité de jugement et consommée à doses élevées, elle provoque des hallucinations, épisodes psychotiques et états d'angoisse…Sans compter l'addiction où la cocaïne est consommée de plus en plus régulièrement dans le courant de la journée.

Cela se traduit aussi par des risques somatiques (risques cardiovasculaires : troubles du rythme cardiaque, poussées d'hypertension artérielle avec risque d'accidents vasculaires cérébraux), mais aussi des risques de vasoconstriction (contraction des vaisseaux) et qui peuvent entraîner une contraction de l'artère rénale, et donc une insuffisance rénale aiguë. Dans certains cas, l'infarctus apparaît. C'est dire que la consommation de cocaïne n'est pas anodine et peut avoir des conséquences dramatiques même à faibles doses. Elle provoque de même des risques neuropsychiatriques : neuro-excitation qui peut tourner à la mégalomanie, à l'obsession au sens maniaque du terme.

Ce sont des campagnes à mettre en place pour inviter les gens à ne pas consommer de la cocaïne. Parallèlement, ce sont les conditions de travail qu'il faut revoir et les travailleurs sont les mieux à même de parler de leur travail et de trouver des solutions pour davantage d'hygiène, de sécurité et moins de stress.

Si la proposition de Malatesta était judicieuse il y a cent ans pour la cocaïne, elle est devenue obsolète aujourd'hui mais sa proposition pourrait être reprise telle quelle pour le cannabis. Cela ne dispenserait pas d'une campagne sanitaire sur les dangers du cannabis pour les adolescents par exemple. De nos jours, le narcotrafic pèse sur la vie économique, politique et sanitaire. Les narcotrafiquants sont organisés comme de vulgaires capitalistes. De surcroît ils brassent tellement d'argent qu'ils sont capables de corrompre des individus à toutes les échelles. Du politicien, du magistrat…au docker, camionneur, douanier lambda…Et depuis l'époque de Malatesta, nous sommes passés à un autre degré d'échelle et de plus nous connaissons mieux les méfaits de la cocaïne sur l'humain. Du récréatif à l'addiction, il n'y a qu'un pas. Par contre la dépénalisation du cannabis pourrait diminuer les petits trafics en tout genre, désengorger les prisons…

(A suivre) TY Wi (GLJD)

Anarchisme et consommation de drogues

La question de la consommation de drogues (qu'elles soient « dures » ou « douces », « légales » ou illégales) a été et est posée à plusieurs reprises dans des environnements politisés et, plus particulièrement, dans des environnements à caractère clairement anarchiste.

Cela signifie que ce sujet peut éventuellement devenir un peu épineux, paraître éculé ou tout simplement ennuyeux. Mais si cette consommation est devenue une partie si importante de nos vies et de notre socialisation, il est du devoir de ceux d'entre nous qui considèrent cette pratique nuisible à notre avenir individuel et collectif, de continuer à la mettre sur la table et de chercher à créer des chemins que, dans la mesure du possible, nous puissions nous éloigner de ces pratiques et nous permettre de construire des espaces et des pratiques acceptables par tous.

Il est bien connu que la consommation d'alcool était rejetée par l'ouvriérisme des origines, qui considérait les

tavernes comme un monstre au service de la bourgeoisie pour contrôler le temps que les ouvriers passaient en dehors des usines. D'un autre côté, les travailleurs avaient une raison d'échapper aux souffrances que leur causaient leur travail et leurs terribles conditions de vie.

Mais fuir le romantisme ou tomber dans la nostalgie des temps passés et cela au-delà des livres, il nous est très difficile de le savoir de manière fiable. Nous allons nous concentrer sur la situation actuelle et nous parlerons de la manière dont cette consommation d'alcool et d'autres drogues, qui, malgré la résistance de certains, a réussi à s'implanter de manière très forte dans notre manière de socialiser et dans nos loisirs.

Il est clair que ces drogues, notamment l'alcool et le tabac, ont envahi nos vies et sont devenues un élément fondamental de tout. Les relations sociales s'articulent autour de fêtes, de bars, de discothèques, de concerts ou de tout ce à quoi nous pouvons penser, le tout assaisonné de boissons alcoolisées ou de tout ce qui se présente. Mais loin de ces environnements qui ne prétendent pas avoir un caractère politique ou de construction d'idées, si l'on regarde ceux qui le sont, comme les assemblées, les conférences, les ateliers, etc., tous sont également imprégnés d'eux et de dynamiques et ne sont pas loin de ceux évoqués précédemment.

Il faut préciser qu'il ne s'agit pas de laisser de côté tout ce qui touche à cette consommation, car cela reviendrait à tomber dans une utopie très difficile à réaliser comme prôner la non-consommation de drogues. Cela ne signifie pas non plus que nous devons les éradiquer de leurs racines et les faire disparaître du jour au lendemain. Il s'agit de construire des ponts entre ceux qui les consomment et ceux qui ne les consomment pas, pour construire des espaces, des discours et des moyens qui rendent la coexistence réelle et qui permettent à une idée aussi belle que la lutte pour la liberté de ne pas toujours être obscurcie par des comportements destructeurs ou générant le rejet chez les personnes à qui nous voulons faire découvrir cette façon d'agir et de vivre.

Il est très clair que cette consommation peut générer des bénéfices en termes de socialisation, de financement collectif et d'obtention de fonds pour couvrir différentes dépenses juridiques résultant de la répression et du harcèlement auxquels nous soumettent l'État et ses lois. Mais il faut aussi parler des dommages que cette pratique entraîne à l'idéal anarchiste et de l'approche que ces idées devraient avoir avec le reste de la société, comme les vraies personnes que nous rencontrons chaque jour dans la rue et qui sont complètement dépersonnalisées dans ce maelström appelé capitalisme.

Sans parler de l'élément individualiste et dépolitisant que cette consommation finit par entraîner chez ceux qui la pratiquent régulièrement. Et cela se voit facilement, puisque nous avons sûrement des collègues qui, une fois entrés dans cette spirale de consommation, ont fini par s'éloigner de tout et concentrer toutes leurs forces sur la fête et la consommation de drogue. Et cela ne veut pas dire qu'il ne doit pas y avoir de moments de jouissance et d'amusement, car ceux-ci doivent aussi être mis au centre de nos vies, mais pas à tout prix et non en opposition à la construction d'une vie commune et respectueuse avec nous tous.

Des mots ou des termes aussi beaux que « soutien mutuel » ou « solidarité » sont relégués à la fin de nos discours si nous ne parvenons pas à articuler des espaces dans lesquels chacun peut se sentir à l'aise et dans lesquels les personnes qui ne suivent pas les pratiques considérées acceptables dans nos espaces. Dans ce cas, rester en dehors de cette consommation vous met en constante remise en question de votre entourage et vous amène à être constamment jugé dans chaque parole ou action qui articule votre discours de rejet ou de construction d'alternatives.

Ce n'est pas non plus à ces gens, d'établir ce qui peut être fait et ce qui ne peut pas l'être. Cela doit faire partie de la recherche d'un bien commun et toutes les parties intéressées doivent apporter leur vision et leurs outils pour atteindre ce point où la participation de tous les discours ou pratiques est optimale. Quelque chose d'aussi important pour l'anarchisme que la « propagande par les actes » entre toujours en jeu.

Ce concept, très oublié à l'époque où nous vivons, ne préconise rien d'autre que de mettre en pratique tout ce que l'on pense. Et si cette pratique finit par être contraire aux idées que vous êtes censés défendre, il faut s'arrêter, réfléchir et repenser tout ce qui nous concerne. Ce qui arrive avec la consommation de drogue et les espaces anarchistes. Nous devons alors réfléchir à la manière dont nous les utilisons, au sens qu'ils ont pris dans notre vie quotidienne et dans notre dynamique personnelle et politique et, surtout, comment cela affecte notre positionnement dans la société et comment notre message peut être déformé grâce à eux.

Le centenaire de la grève des sardinières à Douarnenez

Suite du Libertaire de Décembre 2024

Collusion Patronat-Etat-Eglise

En Juillet 1905, quatre usiniers refusent inébranlablement d'appliquer les clauses du contrat qu'ils ont pourtant signé et qui supprime la honteuse exploitation du travail aux pièces des sardinières. Ils osent prétendre que ces dernières préfèrent ce mode de travail à celui du travail à l'heure. Non seulement ce sont des patrons déloyaux qui manquent à leur signature et leur parole mais de surcroît, ils mentent éhontément.

Afin de contrer ce mensonge, les sardinières organisent un referendum le 16 juillet 1905 où les votes sont exprimés sous enveloppe cachetée et dans une cabine d'isolement afin d'éviter toute contestation. Douze cents ouvrières sardinières sur les deux mille qui travaillent à Douarnenez, répondent à l'appel du syndicat, et choisissent majoritairement le travail à l'heure manifestant ainsi leur ras-le-bol du travail aux pièces ou au mille de sardines emboîtées sur lequel les fraudes patronales sont monnaie courante. Les résultats sont scrutés à la loupe car si les sardinières de Douarnenez triomphent, cela aura une répercussion rapide à Audierne, Concarneau, Belle-Isle, sur toute la côte où la corporation souffre des mêmes abus. Le résultat est sans appel : sur 965 suffrages exprimés, 944 se sont prononcés pour le travail à l'heure et 21 pour le travail au mille. Il est proclamé à dix heures et demie du soir, salle de Venise, devant trois mille personnes, parmi lesquels dominaient les ouvriers. Dans la foulée un usinier consent alors à honorer sa signature. Trois autres résistent encore et persistent à travailler au mille.

Malgré le référendum, les deux usiniers Pennanros refusent toujours d'appliquer le contrat de travail signé par eux en février dernier. Suite aux résultats du referendum, l'enthousiasme est à son comble mais la gendarmerie fait son apparition le lendemain du referendum. Cette venue de gendarmes est vécue comme une provocation par les ouvriers qui se rendent dans le quartier des usines, devant l'usine Louis Pennanros. Une foule de trois mille personnes pousse des cris hostiles à l'encontre de ce patron voyou.

Le syndicat des sardinières éditent une affiche en réponse à une affiche publiée par les usiniers et demandent au journal La Dépêche de Brest de publier son contenu :

« Réponse aux patrons usiniers

A la population

« Les usiniers prétendent que le citoyen Craissac et les membres du syndicat, sur l'invitation desquels il est venu à Douarnenez, sont les causes de la misère à Douarnenez et dans la région.

Pour réduire à néant cette audacieuse affirmation, il nous suffit de poser la question suivante à la population et à tous les gens de bonne foi :

Qui cause la misère dans ce pays ?

Ceux qui réclament pour les ouvrières une légère augmentation de salaire, ou les usiniers qui édifient des fortunes colossales en payant à ces femmes des salaires qui n'atteignent pas parfois 80 francs pour une année de travail.

Dites si ces 80 francs sont suffisants pour assurer l'existence à une femme pendant toute une année, et n'est-ce pas là la misère, la vraie misère ?

Nous ne demandons pas à habiter des hôtels somptueux comme nos patrons, à avoir de belles robes comme leurs femmes, nous ne demandons pas à passer notre temps à la chasse ou en voyages à Paris ou ailleurs ; nous demandons du pain et encore, comme quantité, le strict nécessaire.

Nous devons relever un dernier mot dans l'affiche des usiniers, qui osent parler du prix des rogues, alors que ce sont eux les auteurs de l'augmentation de ce produit indispensable à nos pères et à nos frères les pêcheurs.[…] Affiche signée pour le syndicat par Angelina Legonidec.

Les patrons menacent de poursuites le syndicat.

Deux jours après, les gendarmes occupent toujours les usines ; le syndicat organise alors une nouvelle réunion à la suite de laquelle une manifestation massive reprend le chemin de l'usine Pennanros. La situation se tend de plus en plus et les esprits s'échauffent. Angelina Legonidec a fort affaire pour éviter l'affrontement avec la troupe ce qui se serait traduit par un bain de sang, celui des ouvriers et ouvrières.

Les sardinières souffrent d'un déni de justice dont un magistrat de la République, le juge de paix de Douarnenez se fait le complice. Ce magistrat couvre cette minorité de patrons qui se sentent de facto encouragés, dans leurs

prétentions.

Pour rappel, jusqu'au mois de février 1905, le travail effectué par les sardinières, vidage, friture et mise en boîtes était payé au mille. Mais les équipes de femmes n'avaient aucun moyen de contrôle de nature à leur assurer le paiement des milliers de petits poissons travaillés par elles. De là des contestations incessantes. Les patrons volaient leurs infortunées ouvrières, pinaillaient sur les milliers de sardines mises en boîtes etc. et le paiement au mille se faisait la plupart du temps au détriment des travailleuses.

La sardinière était tenue d'être, de nuit comme de jour, à la disposition de l'usinier, prête au travail, qui lui ne devait souffrir aucun retard. Dès que la pêche arrivait, il fallait que le poisson soit expédié. Les heures ne comptaient pas pour ces femmes exploitées qui souvent attendaient le poisson de longues heures.

En février 1905, donc, les sardinières, lasses d'être volées, réclament le salaire à l'heure.

Elles s'organisent en syndicat et contraignent les patrons à accepter le travail à l'heure. Un contrat de travail est élaboré par le syndicat, signé par tous les patrons et le salaire à l'heure devient la règle.

C'était sans compter les patrons récalcitrants et les appuis dont disposaient ces derniers.

L'Eglise, suppôt du patronat

En février, le contrat de travail fut signé à contrecœur par les industriels du pays. Aussitôt le nouveau mode de salaire en vigueur, ils commencèrent, pour réagir contre le système de rémunération imposé, par créer un syndicat jaune. Et comme les menaces, la pression, l'argent même, ne parvenaient pas à détacher les ouvrières de leur syndicat « rouge », ils firent appel à l'Eglise.

Les sardinières de Douarnenez sont très catholiques, comme de nombreuses ouvrières de Bretagne. Les prêtres engagèrent leurs ouailles à abandonner la Bourse du Travail et leur défendirent de rester adhérentes au syndicat « rouge ». On alla même jusqu'à menacer de refus des sacrements les ouvrières qui ne quitteraient pas le syndicat. L'intervention de l'Eglise eut l'effet escompté puisqu'un grand nombre de sardinières se retirèrent. Un noyau solide se maintint cependant; et les patrons crurent qu'il serait impuissant à maintenir le salaire à l'heure. En conséquence, quelques industriels, dont les deux établissements Louis et Xavier Pennanros, rétablirent le travail au mille. Les ouvrières condamnées à voir se renouveler les tricheries d'antan, recoururent au syndicat qui, fort du contrat de travail signé par les patrons et aussi de ce que quelques-uns de ceux-ci se refusaient à renier leur signature, consultèrent officieusement le juge de paix sur cette violation de contrat. Mais celui-ci était un personnage cynique plus soucieux de l'intérêt des patrons que celui des ouvriers.

Géquel, de la Bourse du Travail et secrétaire du syndicat du bâtiment, qui a également passé un contrat de travail avec les patrons de cette corporation à Douarnenez, accompagnait les sardinières, lors d'une entrevue que celles-ci avaient demandée au juge. Le juge dit brutalement à ces braves femmes : « Vous couchez donc avec Géquel, qu'il vous représente ? » La goujaterie dans toute sa splendeur. Et ce mépris pour les femmes…

Le juge de paix de Douarnenez considérait les contrats de travail comme n'ayant aucune valeur légale…conception particulière sur la valeur d'un contrat de travail.

Ce magistrat affirma tout haut que les sardinières étaient dans leur tort et que d'ailleurs, tout cela n'était qu'une agitation de surface poursuivant un objet politique. Les ouvrières des usines Pennanros, et même les autres, ne voulaient pas du travail à l'heure. Il savait qu'elles réclamaient le travail au mille, etc. Ce monsieur était une caricature de justice qui foulait aux pieds tous ses devoirs de conciliation et d'impartialité recommandée à un juge. Mais la justice était du côté des puissants.

D'où l'idée du referendum que le syndicat organisa à la mi-juillet 1905. Les patrons furent même invités à contrôler la sincérité des opérations électorales. Ils s'y refusèrent. Le syndicat passa outre et on procéda au vote.

Après le résultat du referendum, les ouvrières célèbrent leur victoire.

Victoire obtenue à force de ténacité, d'énergie et de solidarité. La fête a réussi au-delà des meilleures espérances. Les militants qui composent les bureaux des organisations des pêcheurs et du bâtiment leur ont, tout d'abord, remis la bannière rouge du syndicat puis, le président de la Fédération des pêcheurs de la partie Sud du Finistère a prononcé, en breton, un discours chaleureux pour exhorter les sardinières à rester indissolublement unies contre le patronat qui les avait jusqu'à présent exploitées au gré de son égoïsme. Des applaudissements frénétiques lui ont répondu.

Le curé de la localité avait, à la grand'messe, proféré de terribles anathèmes contre les ouvrières qui oseraient prendre part à cette fête de solidarité prolétarienne ; il les a vouées aux plus épouvantables flammes de l'enfer. Puis il organisa, de son côté, l'après-midi, une fête cléricale qui devait faire concurrence à l'autre. Il faut bien qu'il y ait quelque chose de changé dans la petite ville bretonne, puisqu'une centaine de lamentables adhérentes du syndicat jaune au grand maximum ont répondu à son appel,

tandis que plus de deux mille personnes se pressaient à la libre, vibrante, et grandiose fête du travail affranchi. Un grand bal a terminé la série des réjouissances et s'est prolongé jusqu'à pointe d'aube.

Mais les patrons sont décidés à revenir aux profits d'antan et utilisent tous les ressorts et artifices à leur disposition pour faire plier et disparaître le syndicat des sardinières.

C'est ainsi que le 25 octobre 1905, M. Rouquier, commissaire spécial, écrivait au syndicat des sardinières, par ordre de M. Collignon, préfet du Finistère, pour leur dire que le contrat en vigueur n'était valable que pour un an et leur en proposer un nouveau.

Pourtant en février, les femmes occupées à la préparation des sardines, dans les usines de Douarnenez, ont obtenu la suppression du système de travail au mille et son remplacement par le système du travail à l'heure. Le contrat qui fixait ces conditions nouvelles était à durée indéterminée.

Comment expliquer cette intervention préfectorale injustifiée dans tous les cas et qui débute par un mensonge ?

De quel droit M. Collignon se mêlait-il des engagements liant les ouvrières absolument indépendantes de l'Etat aux représentants d'une industrie absolument privée. De quel droit son agent venait-il proposer aux sardinières, de nouvelles conditions comme si ces ouvrières n'étaient pas capables de soutenir elles-mêmes leurs intérêts?

Mais surtout, pourquoi M. Collignon faisait-il dire aux sardinières que leur contrat n'était valable que pour un an, alors qu'en fait il était bon pour une durée indéterminée?

En réalité, M. Collignon était en cette occurrence, l'agent des usiniers ; il voulait permettre aux patrons de revenir, l'année écoulée, au travail au mille qui assure la pleine liberté du vol des ouvrières. En remettant en cause le contrat, le préfet voulait décrédibiliser le syndicat et le réduire à néant.

Fin décembre 1905, les usiniers ont refusé d'engager pour l'année un grand nombre de femmes membres du syndicat « rouge », lequel groupait toutes les sardinières, à part une centaine.

Cependant, suite à l'effervescence qui montait à nouveau dans les conserveries, ils ont repris tout le monde, sauf les membres du bureau, mais toutes leurs camarades se sont solidarisées avec ces dernières et ont menacé de quitter les usines malgré la pêche du sprat qui s'annonçait bonne.

Pour mobiliser et régler le conflit en cours, la Confédération générale du Travail envoya à Douarnenez le citoyen Pommier, du syndicat des boîtiers de Paris et la Bourse du Travail de Brest délégua l'anarcho-syndicaliste Le Gall. Les deux délégués ont été reçus à la gare par les syndicats ouvriers.

Dès que leur présence fut connue, le préfet du Finistère expédia à Douarnenez plusieurs brigades de gendarmerie. Une délégation est allée trouver les usiniers pour réclamer la réintégration des membres du bureau. A la suite de cette démarche, quelques-unes des ouvrières visées furent reprises, mais pour plusieurs d'entre elles, et notamment la citoyenne Emilie Gueguen, secrétaire du syndicat, les usiniers se refusèrent à toute concession.

Une réunion fut organisée un soir, salle de Venise et la citoyenne Emilie Gueguen fut vivement acclamée par toute la salle qui était trop petite pour contenir toutes les assistantes. La résolution suivante fut prise : Si tout le monde n'est pas réengagé demain, à l'issue de la réunion, une manifestation sera organisée dans le quartier des usines.

Les sardinières reçurent ensuite le renfort de l'anarchiste Roullier, nouveau secrétaire de la Bourse du Travail de Brest.

Les efforts des anarcho-syndicalistes pour syndiquer les ouvriers et les sardinières

L'économie de la sardine nécessite une main-d'œuvre importante. Surnommée « La baie des sardines » Douarnenez possède deux ports, un pour le commerce et l'autre pour la pêche. Dès le début de la mise en place des conserveries, les pêcheurs d'un côté apportent les sardines et de l'autre ces dernières sont manipulées et mises en boîte dans les manufactures par les ouvrières. L'activité a connu selon l'abondance ou non des sardines des hauts et des bas. De plus, l'introduction des sertisseuses mécaniques en 1902 provoque des grèves chez les ouvriers soudeurs et ferblantiers qui voient leur emploi menacé.

À la fin de novembre 1904, Jules Le Gall, de la Bourse du Travail de Brest est à Pont-l'Abbé : il pousse les ouvriers de la région à se regrouper pour former un syndicat.

En Février 1905 les sardinières de Douarnenez se mettent en grève pour obtenir d'être payées à l'heure et non plus aux mille de sardines.

« Malgré une exploitation éhontée des femmes de friture, l'organisation syndicale de ces ouvrières est très longue à se dessiner et plus encore à se mettre en place. C'est à Douarnenez, de nouveau, que le premier syndicat ouvrier strictement féminin est créé, né de la grève. En février 1905, les filles et les femmes sont descendues dans les rues pour obtenir un salaire non plus au mille de sardines préparées, mais à l'heure afin de faire aug-

menter des salaires très bas. Le système du mille ne permet pas aux ouvrières de contrôler le nombre exact de sardines travaillées. Elles se plaignent de « l'impossibilité où elles sont de discuter avec le gérant pour établir si le nombre de milles qui leur est attribué n'est pas en dessous de leur travail effectif». Bon nombre d'usiniers profitent de ces difficultés de comptage pour minorer les salaires, lesquels dépendent en définitive du seul bon vouloir de la commise, ou contremaîtresse, surveillant les travaux « ayant ses têtes de turcs et ses amies très chères, achetant le poisson et le faisant transformer au mieux des intérêts de la maison, c'est-à-dire aux pires de ceux des ouvrières». Les ouvrières douarnenistes sont d'autant plus remontées qu'elles savent que le tarif à l'heure fonctionne déjà à Étel, à Quiberon, à La Turballe, où la main-d'œuvre est plus rare. À la vue des 3 000 femmes dans les rues, les fabricants locaux accèdent rapidement à leur demande : le 11 février, Charles Chancerelle est le premier à accepter, suivi le lendemain par la majorité de ses collègues. Les ouvrières, tout à leur joie, décident de pousser plus avant cette expérience de lutte. Elles se doutent bien que leur victoire est loin d'être acceptée de gaieté de cœur par les usiniers pour qui « jamais une femme, jamais un homme ne travaillera aussi vite à l'heure qu'à la pièce, qu'au mille : c'est indiscutable». La première réunion préparatoire pour la formation d'une organisation féminine doit se tenir le 25 février à 14 heures dans la salle de Venise mais les patrons, un rien mesquins, qui ont « l'habitude de ne faire la paie qu'à 4 heures ont affiché qu'elle se ferait à 2 heures et ce dans le but de retenir leurs ouvrières pour les empêcher de se rendre à la réunion».

« Jules Le Gall invite les ouvrières présentes à s'unir pour présenter un front uni et renforcé face aux exigences patronales et s'accorder sur une base pour le moins simple, la revendication d'un « salaire vital ». L'orateur parvient à subjuguer l'assemblée puisqu'à la fin du discours, les salariées présentes élisent un bureau pour les représenter et accomplir les démarches administratives nécessaires à la création du Syndicat des ouvrières sardinières. Mais, très vite, les premières difficultés apparaissent, et notamment la volonté affichée des usiniers de licencier toutes les ouvrières syndiquées. Pour les observateurs, il est à craindre que « l'ère des difficultés ne soit pas close définitivement et que les patrons ne tentent par quelques moyens de revenir sur les concessions qu'ils ont dû faire». En fait, ce sont les membres du syndicat des marins pêcheurs de Douarnenez qui prennent officieusement la direction, avancent les fonds nécessaires au fonctionnement et se démènent pour recruter de nouvelles adhérentes. Fortes de leur nombre, les ouvrières réclament un contrat définitif, signé par tous les usiniers douarnenistes, entérinant le paiement à l'heure et l'embauche en priorité des ouvrières syndiquées. Le 5 mars 1905, on compte officiellement 359 syndiquées, mais ce chiffre ne cesse de décliner par la suite ; Émilie Gueguen et ses consœurs à la tête du comité connaissent des difficultés croissantes pour convaincre les usiniers mais aussi les ouvrières « car beaucoup d'entre elles craignent les représailles du clergé». Le Syndicat d'ailleurs finit par disparaître faute de paiement des cotisations. »

A suivre

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com